

LA DEFENSE NATIONALE EN RD CONGO

« **Ba mbone, Ba nsime** » : Quels enjeux autour de la
militarisation du champ universitaire congolais ?



Photo : Radio Okapi / John Bompengo

Josaphat Musamba & Godefroid Muzalia Kihangu

BACKGROUND

« Je n'ai pas encore l'idée sur la nature et le contenu desdits cours, mais je pense qu'on se limitera aux managements des armes à petits calibres étant donné que ces enseignements ne doivent pas se confondre avec la formation militaire »¹

Fin 2022, une année après la résurgence du M23/ARC au Nord-Kivu, aussi avec l'instauration des mécanismes et structures de résolution des conflits, Kinshasa avait finalement voté la loi instaurant les cours basiques et à caractère militaire dans les universités et Instituts Supérieurs congolais. Précédemment, ce sont des formations militaires qui étaient proposées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. Mi-2023, le gouvernement Sama Lukonde, dans son compte-rendu tenu à Kinshasa, annonçait un projet d'*Ordonnance-Loi* instituant le corps de Réserve Armée de la Défense. Cette dernière devra recruter des personnels civils dans le cadre de services militaires contractuels, d'anciens militaires démobilisés et des civils qui se sont mobilisés dans le cadre de l'article 64 de la constitution afin de renforcer la défense nationale comme cela se fait ailleurs (en Belgique par exemple).

Ces deux politiques publiques ont été contestées. D'un côté par certains Congolais bien qu'elles aient été bien appréciées par d'autres. Pendant que la mobilisation avait facilité le recrutement des «vigiles», des quotas par province ont été limités et conduits à Kitona (Lukambil 2016) pour une formation militaire, l'armée congolaise reste débordée malgré le recrutement des mercenaires roumains et biélorusses avec un mandat non-offensif, qui éprouvent des difficultés à faire face aux menaces internes (hybrides, le M23 et terrorisme ADF/MTM²) dans l'Est du Congo. Outre la politique de l'état de siège, qui serait assiégée à son début par la présence des groupes armés, malgré ses prolongations, les résultats sont critiques bien qu'elle ait été revue dernièrement. Les risques sécuritaires complexes ne permettent pas la sécurisation dans ses limites géographiques afin de faciliter la stabilité de ses frontières.

Plusieurs politiques de sécurisation avaient été mises en place. En marge des opérations militaires Sukola 1 et 2, les politiques multilatérales contre-insurrectionnelles et celles bilatérales (RD Congo-Burundi) (United States Dept of the Army 2007) sont sur terrain et se complexifient. Dans les confusions, connexions et lamentations, les acteurs Étatiques congolais auraient préféré opter pour la diplomatie d'accusation publique du Rwanda avec des impacts sur certains RDF. Dans cette politique de «*weaponisation of everything*», comme le souligne le géopolitologue Mark Galeotti (Galeotti 2022), des officiels congolais auraient recruté des

musiciens et politiques afin d'amplifier les accusations contre les « agresseurs rwandais » dans les « salons » diplomatiques pour qu'ils obtiennent des condamnations. En dehors des Américains qui avaient, publiquement, dénoncé le Rwanda, d'autres États le disent difficilement.

Par ailleurs, dans le contexte d'une progression du M23, contrôlant certaines zones des territoires de Rutshuru, de Nyiragongo et de Masisi, l'armée aurait été tantôt trahie, tantôt débordée. Si elle observe sans rien faire, le M23 avait bénéficié des ralliements de militaires rwandophones (en majorité Tutsi) qui seraient discriminés au sein de Forces Armées de la RD Congo. Tantôt ce sont des jeunes rwandophones qui seraient suspendus parce qu'ils sont Congolais et ont une morphologie Hutu ou Tutsi. Face à la résistance des Mai-Mai Nyanga, Hunde, et celle des Nyatura, le M23/ARC³ est en face de plusieurs ennemis notamment les FARDC, des groupes armés fragmentés comme des *alliés circonstanciels* : Lutter contre l'« agression » RFD/M23 comme des communiqués le disent.

C'est dans ce contexte que le président Félix- Antoine Tshisekedi avait tenu son discours appelant les jeunes à *plus de vigilance*. C'est à l'issue de son discours que certaines provinces avaient fourni des jeunes volontaires qui se précipitaient pour la formation militaire (Belayachi 2022). Ensuite, une des politiques populistes d'un ancien militant d'un mouvement citoyen devenu « hyper-politisé », a consisté à faire voter une *résolution sur l'introduction des cours militaires, au moins des notions basiques militaires dans tous les Universités et Instituts Supérieurs congolais*. Il était dit que même les étudiants devraient aller dans les centres militaires recevoir ces formations avant de commencer le cursus académique LMD⁴. Ainsi, un ancien militaire et ministre de Défense nationale et anciens combattants avait proposé le projet d'*Ordonnance-Loi*⁵ sur la force Armée de Défense, les réservistes (Lukusa 2022). Au lendemain, celle-ci, la Lucha et d'autres organisations s'y étaient opposées. Par contre, certains officiels congolais ne voyaient pas le danger tant il s'agit de la vision du chef de l'État, laissait glisser publiquement Tommy Tambwe, ancien coordonnateur national du P-DDRCS lors de son arrivée à Bukavu.

La question centrale à laquelle ce papier veut répondre est la suivante : *Comment analyser « une politique de défense » orientée vers l'introduction des cours militaires dans tous les instituts supérieurs et universités mais aussi l'ambition de reconvertir d'anciens militaires dans un corps de réservistes ?* Subséquemment, quels sont ses impacts face à la

¹ Entretien avec un assistant d'enseignements, Université Étatique, Bukavu, octobre 2023

² Allied Democratic Forces / Madina Tauheed at Wau Mujahedeen

³ Mouvement du 23 mars/ Armée révolutionnaire du Congo

⁴ Licence - Master - Doctorat

⁵ Voir le projet-Loi sur la RAD

persistance des groupes armés et le succès du P-DDRCS ?

Cette réflexion a pour objectifs : 1) Démonter les enjeux de la militarisation des Universités et Instituts Supérieurs congolais, 2) analyser la politique des réservistes dans un contexte de fin d'un premier mandat du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et démontrer que les projets « **Nzombo-le-soir** »⁶ complexifient la politique sécuritaire et la défense nationale Congolaises. S'agissant de la subdivision, le premier point situe la résurgence des conflits armés entre la rébellion M23/ARC avec un appui extérieur contre les FARDC et les autres ; le deuxième compare la politique belge des réservistes à celle congolaise. Alors que le troisième problématise les natures des cours à donner quant aux pratiques ou théories militaires dans le champ universitaire congolais, la quatrième est centré sur les perceptions de certains enseignants d'Universités et Instituts Supérieurs dans la ville de Bukavu avant de conclure avec les perspectives de politique de dernières minutes (Nzombo-le-soir).

1. RESURGENCE DES CONFLITS ARMÉS : FARDC VERSUS M23/ARC

Depuis 2017, l'armée révolutionnaire du Congo était dans la réserve de la Sarambwe vers Sabinyo, jusque fin 2021 quand elle décidait d'avancer vers Jomba et ailleurs après des attaques FARDC (Conseil de sécurité des Nations Unies 2022). Entre mai-juin 2022, ils se sont emparés du centre de Bunagana alors que personne n'y pensait. D'un cessez-le-feu unilatéral à la poursuite des affrontements, les M23/ARC avaient déclaré taire les armes et poursuivre la logique du dialogue sans succès. S'ils avaient étendu leurs zones de contrôle après la capture de Kishishe et/ou de Kitshanga, des villages comme Burungu, Kilolirwe où l'on produit des fromages (ferme Espoir du Rais **Kabila Kabange**), étaient sous leur contrôle territorial (occupations) en marge de contrôle passer du centre minière de Rubaya. Entre Mars-Avril 2023, il y avait eu les tentatives d'affrontements contre les FARDC pour les déloger du centre de Sake et/ou Minova, des affrontements opposaient les FARDC aux rebelles autour des centres comme Shasha et Kirotshe (TV5MONDE 2023).

Outre les bombardements de Tchanzu et Runyonyi (AFP 2022), ceux de Kinyandoni et les environs de Mushaki en 2023 ont fait de vives protestations. Si le porte-parole Lawrence Kanyuka les dénonçait, certains auraient ciblé des civiles en termes des dommages collatéraux, la tactique des combats devrait changer. La résurgence du M23/ARC est une chose, les luttes et agendas de ses seigneurs de guerre comme des militaires de range ont

été évidents bien que ces derniers les aient associés dans ces rhétoriques des officiels rwandais. De plus en plus de déclarations du groupe armé réfèrent à une justification d'un probable « *génocide* » des Tutsi congolais comme ne cessent de le souligner les officiels rwandais. D'un côté, ce discours quitte le sentier de revendications originelles du M23/ARC (voir Major Ngoma 2022) pour ouvrir la voie à des critiques et à ceux qui les associent à l'agression des RDF. De l'autre, l'avenir de seigneurs de guerre n'avait été souligné par ces acteurs car nombreux avaient été radiés des Forces armées de la RD Congo. Il est évident que les « *lions de Sarambwe* » avaient occupé plusieurs zones mais ils seraient contestés dans les autres. Dans leurs politiques tendant à convaincre les habitants à leur apporter soutien, des résistances seraient nombreuses. Comme autour de Numbi, dans les limites entre le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, certains habitants ne supporteraient pas que le mouvement arrive chez eux et perturbe leur paix. Des personnes déplacées des camps à Bulengo et Kanyaruchinya contestent le M23 et ne voudraient pas rester sous leurs *ordres rebelles violents*. Ainsi, certains n'hésitent pas à partager des informations sur les dérapages et des violences commises par des combattants de l'armée révolutionnaire du Congo qui ne respectent pas les règles.

2. « RESERVISTES BELGES » ET CONGOLAIS : DU COPY-PASTE ?

La Réserve de l'Armée de Défense ou (*les Réservistes*), est une philosophie et politique de défense qui est effective dans certains pays européens, comme la Belgique (Joris 2022; Ministère de la Défense 2023). Si elle est souvent utilisée dans les champs militaires, les civils sont concernés au point que la défense de l'État devienne une affaire de tous à la fois. Certains civils qualifiés s'enrôlent dans les structures militaires et acquièrent des notions militaires pour les finalités *de la défense de la patrie*. Ainsi, le cas de la RD Congo est de plus en plus proche de celui de la Belgique. Dans ce pays, les réservistes belges sont formés aux métiers des armes. Chaque année, un quota des postes sont ouverts pour les réservistes. Comme c'est le cas en 2023, 3000 postes de réservistes étaient ouverts, mais ils ont atteint des seuils de 1500, en attendant les autres.

La politique « **RAD** », telle que proposée par le ministère de la défense congolaise a ses particularités et ses sensibilités qu'il faut connaître afin de forger un jugement. Si le ministère avait proposé d'institutionnaliser ce qu'il appelle la *Réserve Armée de la Défense*, cette dernière est composée différemment, ses acteurs viendront des structures des vétérans, des militaires de carrière en retraite, de différents services de

⁶ "Nzombo-le-soir" : Expression Kinois qui veut dire dans les dernières minutes, les derniers moments d'une activités. Ici il exprimes

les derniers mois et années du mandat politique du gouvernement des guerriers, les différents gouvernements de Sama Lukonde

sécurité, des démobilisés du service militaire obligatoire, ceux du service militaire contractuel ; des volontaires civils ayant suivi une formation et un encadrement militaires ad hoc (Tshilombo Tshisekedi 2023). Le texte de loi définit ses structures, son régime juridique et disciplinaire ainsi que des sanctions, il précise aussi leur rémunération. Puisque le projet d'Ordonnance-Loi avait été adopté au conseil des ministres, il aurait été publié en catimini.

Malgré les contestations analytiques aussi bien des mouvements citoyens que des acteurs de la société civiles, les groupes armés seraient déjà en train d'effectuer le travail des réservistes : la défense du territoire national contre les agresseurs.

« Ils doivent, par exemple, entonner l'hymne national, faire le salut au drapeau, avoir des notions d'éthique, de droit humanitaire, le secourisme [...] puis, il y a une partie de notions sur la formation militaire basique, c'est-à-dire les exercices physiques, le règlement militaire, des notions de tactique individuelle, des notions sur le renseignement militaire et bien évidemment des notions sur l'armement : Comment monter une arme et tirer puis, ils passeront à des exercices de tir »⁷

Des rumeurs sur les politiques mises en place par les FARDC dans l'approchement et inclusion des rebelles APCLS⁸, des NDC-R⁹ et des combattants du CNPSC (Abedi Dunia 2018) dominant la twittosphère aussi bien les réseaux sociaux congolais que des combattants *Ingangurarugo* du Rwanda moderne. Alors que certaines personnes et les leaders des groupes armés s'en réjouissent, leurs luttes devraient être récompensées comme contrepartie : l'accumulation des ressources économiques dans la structure de réservistes et des services de l'État comme ils l'ont souvent défendu. Mais elle est contre-productive pour le programme P-DDRCS aussi bien que pour les initiatives de Nairobi. Les deux actions devraient inciter les acteurs armés à désarmer, mais l'intégrité est menacée doublement par eux et par les M23/ARC. Alors cela pose problème. Nous soutenons qu'une force de réservistes serait une voie de passage d'intégration ou de réintégration des combattants et leurs leaders dans certaines structures du *champ de professionnels de gestion des inquiétudes*. La Conséquence est que cette politique impacte la tactique et stratégie de combats autant des forces armées de la République démocratique du Congo en ce qui concerne la politique contre-insurrectionnelle multilatérale (avec la Monusco que les forces de la CAE et des mercenaires roumains dans l'Est du Congo).

⁷ Muhindo Nzangi, cité par Monge Junior Diama, 2022, 8 décembre 2022

⁸ Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain.

3. ENJEUX GEOSTRATEGIQUES ET GEOPOLITIQUES EN THEORIE ET EN PRATIQUE ?

« Il s'agira d'un programme d'un mois. Il y aura une partie théorique de 93 heures et une partie pratique de 70 heures. Dans la partie théorique; on va devoir donner aux étudiants de première année LMD, des notions sur les enjeux géostratégiques et géopolitiques du pays. Ils doivent connaître les menaces qui pèsent sur notre pays, ses valeurs et symboles »¹⁰ (Junior Diama 2022)

L'université congolaise est dans la phase de sa militarisation la plus importante depuis l'arrivée du gouvernement des *warriors*. Dans cette perspective, elle est utilisée comme une armée dans la conception Galeottienne outre les objectifs poursuivis par cette politique. Effective par le truchement des ministres de l'enseignement supérieur et universitaire en concertation avec les Recteurs et Directeurs Généraux des universitaires à Kinshasa, une décision politique moins inclusive avait été actée. En marge des notions des pratiques et enseignements, l'utilisation des armes de guerre malgré le sentiment de satisfaction et de crainte d'autres collaborateurs:

« (...) personnellement, l'introduction des cours à caractère militaire dans les universités en RDC a été accueillie de différentes manières en fonction de la perception de la situation sécuritaire du pays.

Plusieurs enseignants aussi bien que des étudiants congolais n'avaient jamais été consultés à ce sujet, excepté les recteurs et une frange d'acteurs politiques et d'autres structures du secteur universitaire :

« Je n'ai pas encore l'idée sur la nature et le contenu desdits cours, mais je pense qu'on se limitera aux manèges des armes à petits calibres étant donné que ces enseignements ne doivent pas se confondre avec la formation militaire ».¹¹

Si les centres de formation militaire de Kibomango furent choisis, les cours des universités avaient été prévus bien que ces derniers n'aient pas eu lieu au cours de l'année académique clôturée 2022-2023. Puisque ces politiques ne sont pas contraires à la philosophie de la défense nationale comparativement aux autres États, celles congolaises auraient des motivations incomprises et des attentes démesurées.

« À Kinshasa par exemple, ce sera à Kibomango. Pour les autres zones, on va devoir créer des champs de tir au sein même des concessions universitaires. Ces formations seront bien évidemment dispensées par des experts du ministère de la Défense »

⁹ Ndume Defence of Congo- Renové

¹⁰ Muhindo Nzangi, Op.cit.

¹¹ Entretien avec un Universitaires 2, Bukavu, octobre 2023

Outre le fait que des experts du ministère de la défense auraient été choisis pour dispenser ces cours, les professeurs civils travaillant sur les questions de défense et sécurité devraient-ils être associés ? Par contre, il est important de noter que ces réglementations et dispositions ne sont pas claires quant à la reproduction d'éducateurs au sein des Instituts Supérieurs et Universitaires en marge des tensions actuelles. Il est important de noter que disponibiliser les notions de renseignements aux étudiants congolais est une chose mais s'en servir en est une autre. Si cette culture peut être servie, dans les zones rurales, nous croyons qu'elle pourrait servir à démanteler les groupes armés ou à contribuer aux informations sur leurs démantèlements. Par contre, comment implorer les rébellions qui ont signé et serré leurs liens dans les sociétés? Étudier les effets de la politique de la militarisation de l'université dans l'est de la RD Congo contribuerait à saisir les enjeux de la construction du capital militaire en RD Congo. Quelle est la perception locale sur l'introduction des cours à caractère militaire dans la champ universitaire congolais ?

4. « BA MBONE, BA NSIME » ? :

Dubitatif sur le succès potentiel, je salue cette décision dans le fond (besoin des réservoistes) mais je la plains dans sa forme précipitée et pas assez structurée dans la gouvernance (académique et militaire) de ces formations.

Dans la quête de comprendre les perceptions urbaines sur la politique d'introduction des cours à caractère militaire dans le champ universitaire congolais, non seulement certains enseignants ne connaissent pas les contenus des matières, mais aussi lesdites matières n'ont pas été programmées cette année.

Non, parce que ces enseignements ne sont pas dispensés en Sciences Politiques, j'ai essayé de parcourir la maquette LMD aussi, et en licence, ces enseignements ne sont pas prévus, plutôt en Master dans l'orientation Gouvernance, sécurité et Défense.¹²

A part les autorités universitaires liées par leur loyauté et la navigation entre le champ politique et académique, d'autres agents sont partagés entre la satisfaction et la crainte dans la ville de Bukavu.

Mon sentiment reste partagé entre d'un côté la satisfaction et l'inquiétude de l'autre côté. Satisfait parce que c'est tout de même un cours important qui permettrait aux étudiants, jeunes pour la plupart, d'avoir des connaissances sur l'armée, les stratégies militaires et des guerres et éventuellement des pratiques sur la manipulation d'armes légères et/ou lourdes.

c'est un cours, somme toute, d'éveil de conscience à la défense du Territoire National. Inquiet par ailleurs, parce qu'autant ce cours est un enseignement d'éveil de la conscience, il reste aussi une formation sur la défense.

Alors que d'autres craignent les effets futurs de la limitation des libertés universitaires, certains argumentent que malgré la précipitation des réformes, cette politique est adaptée sans coïncider avec du « *Ba mboné, Ba nsimé* »¹³ comme expression populaire dans la ville de Bukavu.

5. « NZOMBO-LE-SOIR » ?

« Face à l'impopularité et l'opportunisme des animateurs du gouvernement central, d'autre part, les ont poussés à faire une suite de déclarations publiques d'appel au sursaut patriotique (...). Alors que ces derniers peinent à encadrer efficacement les forces de défense et de sécurité, et à donner assez de moyens aux universités pour mieux former l'élite, ils instrumentalisent la colère (l'émotion) et le sursaut nationaliste circonstanciels des jeunes (...) »¹⁴

Trois grandes contradictions émergent de cette politique « *Nzombo-le-soir* » : Démilitariser la société congolaise contre la militarisation des instituts et universités, la mise en œuvre du P-DDRCS et la création des forces armées de Défense (Réservistes) enfin la pertinence des opérations militaires Sukola 1 et 2 chancelle et serait hypothéquée. Primo, cette politique contredit les visions de la politique de démilitarisation de la société congolaise depuis deux décennies déjà. Si elle peut ne pas se faire en termes d'armes légères et à petits calibres, elle militarise la société avec les techniques de renseignements militaires. Qui sait que même les actions militaires le seront aussi dans le futur proche? C'est une contradiction et une preuve que les FARDC sont débordées mais aussi une des preuves qu'ils ont longtemps travaillé en modèle hybride dans la sécurisation avec les groupes armés. Secundo, l'État congolais et ses partenaires ont mis en place le programme PDDRCS¹⁵ qui peine à s'affirmer sur terrain. N'étant pas en mesure d'en finir avec le feu du M23 ou de démobiliser tous les groupes armés, certains avaient quitté le centre de Mubambiro et d'autres résistent ou posent des conditions. Si certains sont venus au Sud-Kivu, les succès ne sont pas au rendez-vous. En Ituri comme au Nord-Kivu, les programmes sont dans la phase d'aménagement des sites de regroupement d'ex-combattants. La politique RAD devrait court-circuiter celle du P-DDRCS en ce sens que les combattants ont souvent revendiqué cela dans leur quotidien. Il est important de suivre la situation dans le Nord-Kivu mais aussi de voir comment les politiques de militarisation

¹² Entretien avec enseignant d'Université A

¹³ « *Ba mbone, ba nsime* » : Expression locale dans les rues de la ville de Bukavu, tirée de l'anthropologie culturelle urbaine et d'expression Shi. Elle signifie littéralement que « je paraisse qu'on me voie, qu'on m'admire mais rien de concret ».

¹⁴ Entretien avec un Assistant d'un Institut Supérieur, ville de Bukavu, octobre 2023

¹⁵ Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation

des universités et celle de création de la force armée de Défense (Réservistes) marchent dans ce pays où les dynamiques sécuritaires sont complexes, locales et transversales.

RÉFÉRENCES

Abedi Dunia, Oscar. 2018. « Guest Blog : La CNPSC

Depuis l'assaut Sur Uvira ». *Suluhu.Org*.

Consulté 24 mai 2023

(<https://suluhu.org/2018/03/15/cnpsc-after-uvira/>).

AFP. 2022. « RDC: bombardements sur des positions des rebelles du M23 ». *Voice of America*. Consulté 27 octobre 2023

(<https://www.voaafrique.com/a/rdc-bombardements-sur-des-positions-des-rebelles-du-m23/6824985.html>).

Belayachi, Djamel. 2022. « RD Congo : contre le M23, des jeunes s'engagent dans l'armée pour "aller au front le plus vite possible" ». *Les Observateurs - France 24*. Consulté 27 octobre 2023

(<https://observers.france24.com/fr/afrique/20221108-rdc-m23-goma-rwanda>).

Conseil de sécurité des Nations Unies. 2022. *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*. S/2022/479. New York: Nations Unies.

Galeotti, Mark. 2022. *The Weaponisation of Everything: A Field Guide to the New Way of War*. New Haven (Conn.): Yale university press.

Joris, Melanie. 2022. « Ils sont réservistes à la Défense : "On apprend à mener une guerre" ». *RTBF*.

Consulté 26 août 2023

(<https://www.rtf.be/article/ils-sont-reservistes-a-la-defense-on-apprend-a-mener-une-guerre-10961207>).

Junior Diamo, Monge. 2022. « Formation militaire des étudiants en RDC: « Cela reste un cours. Ce n'est pas un service obligatoire » (Muhindo Nzangi) ». *Politico.cd*. Consulté 27 octobre 2023

(<https://www.politico.cd/encontinu/2022/12/08/formation-militaire-des-etudiants-en-rdc-cela-reste-un-cours-ce-nest-pas-un-service-obligatoire-muhindo-nzangi.html/123275/>).

Lukambil, Alfred. 2016. « Kitona : 1079 Ex-combattants formés aux petits métiers ont reçu leurs brevets ». *7sur7.cd*. Consulté 11 avril 2023

(<https://7sur7.cd/kitona-1079-ex-combattants-formes-aux-petits-metiers-ont-recu-leurs-brevets>).

Lukusa, Patient. 2022. « ESU : Muhindo Nzangi annonce la formation militaire pour les étudiants en licence dès l'année prochaine ». *7sur7.cd*.

Consulté 27 octobre 2023

(<https://7sur7.cd/index.php/2022/11/26/esu-muhindo-nzangi-annonce-la-formation-militaire-pour-les-etudiants-en-licence-des>).

Major Ngoma, Willy. 2022. « Réaction du Mouvement aux décisions du Conseil Supérieur de la Défense de la RDC ».

Ministère de la Défense. 2023. « En tant que réserviste, vous utilisez vos connaissances et votre expérience dans un environnement différent. » *La Défense*. Consulté 26 août 2023

(<https://www.mil.be/fr/travailler-a-la-defense/les-reservistes-a-la-defense/>).

Tshilombo Tshisekedi, Felix-Antoine. 2023. *Projet de Loi N°23/014 du 22 mai 2023 instituant la Reserve Armée de la Défense en République démocratique du Congo*.

TV5MONDE. 2023. « RD Congo : affrontements près de Goma contre les rebelles du M23 ». *TV5MONDE*. Consulté 2 juillet 2023

(<https://information.tv5monde.com/afrique/rd-congo-affrontements-pres-de-goma-contre-les-rebelles-du-m23-2299653>).

United States.Dept of the Army. 2007. *The U.S. Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual: U.S. Army Field Manual No. 3-24; Marine Corps Warfighting Publication No. 3-33-5*. édité par J. A. Nagl, D. H. Petraeus, et J. F. Amos. Chicago, Ill.: University of Chicago Press.

Auteurs

Josaphat Musamba : Anthropologue de sécurité ; il est doctorant à l'Université de Gand et chercheur au GEC-SH / CERUKI.

Godefroid Muzalia Kihangu : Professeur à l'ISP Bukavu, coordonnateur du GEC-SH et Directeur du CERUKI-ISP Bukavu. Politologue et Historien, le professeur Godefroid s'intéresse aussi au champ de la sécurité humaine intraétatique et interétatique